

## **L'ENTREPRENEURIAT JEUNE AU MALI - ETUDES DE CAS: BAMAKO, SEGOU, KONOBOUGOU ET NIONO**

**Université de Bamako,  
Faculté des Sciences Humaines et de des Sciences de l'Education (FSHSE) :**

Isaïe Dougnon  
Modibo Galy Cisse  
Lucie Bello  
Balla Koné  
Samba Touré

**Copenhagen Business School,  
Centre for Business and Development Studies (CBDS) :**

Thilde Langevang  
Cecilia Gregersen

Commandée par

**L'Ambassade Royale du Danemark au Mali**  
Ministère des Affaires Étrangères du Danemark

**Juin 2013**

## Liste des abréviations

ADRA	Agence Adventiste d'Aida et de Développement
ANPE	Agence Nationale pour l'Emploi
APEJ	Agence Pour l'Emploi des Jeunes
API	Agence pour la Promotion des Initiatives Privées
APBEF	Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers
CNJ	Comité National de la Jeunesse
CSCR	Cadre Stratégique pour la Croissance et de la Réduction de la Pauvreté
DNE	Direction Nationale de l'Emploi
DREFP	Direction Régional de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
FAFPA	Fonds d'Appui à la Formation et à l'Apprentissage
GEM	Global Entrepreneurship Monitor
INSTAT	Institut National de la Statistique
MEFP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
NU	Nations Unies
ON	l'Office du Niger
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAJM	Programme d'Appui à la Jeunesse Malienne
PTFE	Programme de Plateforme Multifonctionnelle et Emploi
SDRFTP	Schéma Directeur Régional de Formation Technique et Professionnelle

## TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES .....	3
1- Introduction.....	4
2- Les objectifs .....	5
3- Définitions des concepts clés .....	6
4- Méthodologie .....	8
4.1- Méthode quantitative .....	8
4.2- Méthode qualitative .....	10
4.3- Difficultés et faiblesses de l'étude .....	11
5- Résultat de l'étude.....	12
5.1- Les activités des jeunes .....	12
5.2- Les dimensions socioculturelles de l'entrepreneuriat jeune.....	19
5.3- La fonction publique : le premier choix des diplômés .....	20
5.4- Le commerce, le choix des jeunes citadins .....	20
5.5- L'agriculture, le choix des jeunes ruraux.....	21
5.6- La migration rurale : l'Office du Niger, un pôle attractif.....	24
5.7- L'entrepreneuriat féminin, un secteur à fortes potentialités.....	25
5.8- La perception des jeunes sur les institutions .....	27
6- Conclusion .....	28
7- Recommandations .....	29
8- Références .....	31

# L'ENTREPRENEURIAT JEUNE AU MALI - ETUDES DE CAS : BAMAKO, SEGOU, KONOBOUGOU ET NIONO

*Ce rapport est la synthèse exhaustive des résultats d'enquête qualitative exécutée par une équipe composée de Thilde Langevang (Copenhagen Business School), Isaïe Dougnon (FLASH, université de Bamako), Modibo Galy Cissé (FLASH université de Bamako), Lucie Bello, (FLASH, université de Bamako), Balla Koné (FLASH, université de Bamako), Samba Touré (FLASH, université de Bamako) et Cecilia Gregersen (Copenhagen Business School)*

## 1- Introduction

Suite à l'établissement du multipartisme intégral après la révolution démocratique de 1991, le Mali s'est embarqué dans un processus dynamique de réforme institutionnelle. Plusieurs programmes de développement sectoriel (santé, éducation, justice, genre, développement rural) ont été mis en œuvre conformément aux objectifs du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR). Ces programmes politiques ont été précédées par de nombreuses enquêtes sur l'impact du Programme d'Ajustement Structurel sur le secteur privé en particulier le chômage des jeunes. Cependant, à la fin des années 2000, le pays constate que la réduction consécutive de la pauvreté est ralentie à cause du niveau faible de la formation professionnelle et de l'emploi des jeunes. Le Gouvernement a assigné alors au CSCR de s'atteler à la sécurisation des emplois privés et publics, à l'adaptation de la formation aux besoins du marché, à la réduction du chômage des jeunes, au développement des initiatives privées et de la micro-finance pour les soutenir.

A partir de 2002, furent mis en place plusieurs institutions et programmes visant à réduire le chômage des jeunes grâce à la modernisation du secteur public et privé. Ainsi furent créés : un Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, l'Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE), l'Agence pour l'Emploi des Jeunes (APEJ), Fonds d'Appui à la Formation et à l'Apprentissage (FAFPA), Agence pour la Promotion des Initiatives Privées (API), le Schéma Directeur Régional de Formation Technique et Professionnelle (SDRFTP), Programme de Plateforme Multifonctionnelle et Emploi (PTFE), etc. Cela signifie que les réformes institutionnelles qui visent à lutter contre le chômage et développer l'entrepreneuriat jeune sont assez ancrées. Cependant, au-delà de la volonté politique, de l'appui des partenaires étrangers et des discussions publiques, quelles sont les répercussions réelles de ces programmes sur le terrain ? Comment les jeunes chômeurs ou entrepreneurs voient ces réformes ? Quels sont les secteurs économiques qui offrent de réelles possibilités à l'entrepreneuriat des jeunes et quels en sont les handicaps ?

Dans le cadre d'un programme conjoint de recherche entre le Copenhagen Business School et l'université de Bamako, cette étude exploratoire a été entreprise dans quatre sites : deux urbains (Bamako, Ségou) et deux ruraux (Konobougou et Niono) entre décembre 2011 et février 2012. Ces sites sont bien indiqués pour comprendre le problème de l'entrepreneuriat jeune dans le domaine agricole et dans le business. Bamako est la capitale du Mali où fleurissent les différents types de business comme le commerce et les services, par contre,

Ségou est la région où se trouve l'Office du Niger, la plus grande entreprise agro-industrielle. C'est sur l'ON que repose en partie la politique de croissance économique du Mali (riz, maraîchage, l'élevage, pêche et culture sèche) et c'est vers l'Office du Niger que le gouvernement du Mali voudrait attirer les capitaux de l'agro-business et la main-d'œuvre rurale.

Basé sur les données collectées dans les quatre sites, ce rapport examine les problèmes de l'emploi du point de vue des jeunes et des institutions étatiques, l'engouement des jeunes vers l'entrepreneuriat, les handicaps et les avantages qu'ils y rencontrent ; les conditions d'accès aux crédits pour les jeunes qui s'auto-emploient dans le domaine agricole et dans le business, ainsi l'accès aux terres et matériels agricoles pour les jeunes femmes et hommes qui se lancent dans l'agriculture moderne. L'étude explore enfin les perspectives de recherche sur les problèmes de chômages des jeunes et la modernisation du secteur agricole.

Cette étude a été commanditée et financée par l'Ambassade Royale du Danemark au Mali et le Ministère des Affaires Étrangères du Danemark. L'étude a été supervisée par deux Comités: le Comité de Suivi et le Comité de Personnes Ressources.

## **2- Objectif**

### **2.1. Objectif général**

L'objectif général de cette étude est de comprendre les problèmes institutionnels, sociologiques et économiques de l'entrepreneuriat jeune au Mali.

### **2.2. Objectifs spécifiques**

- D'examiner les types d'activités et d'emplois dans lesquels s'engagent les jeunes.
- Recueillir la perception des jeunes et celles des agents de l'Etat, des responsables d'ONG sur les problèmes de l'emploi et l'entrepreneuriat au Mali.
- Recueillir les raisons qui expliquent le choix des jeunes pour un travail salarié dans la fonction publique ou l'entrepreneuriat privé.
- Recueillir auprès des jeunes les facteurs de base du « succès » ou « d'échec » de l'entrepreneuriat en ville et dans le milieu rural.
- Recueillir les témoignages des jeunes chômeurs sur les raisons de leur chômage et leurs attentes pour l'emploi.
- Recueillir les perceptions des jeunes sur les institutions étatiques supposées lutter contre leur chômage et vice-versa.
- Enfin explorer des méthodologies pour un programme de recherche comparative plus approfondie sur les cinq régions économiques du Mali : Bamako pour le business, Ségou pour le riz, Mopti pour l'élevage et la pêche et Sikasso pour le coton, Kayes pour l'orpaillage.

### 3- Définitions des concepts clés

Dans cette section nous définissons les concepts clés utilisés dans ce rapport.

*La jeunesse* : le mot jeune est un concept hautement discuté qui change de sens selon les périodes historiques et les contextes culturels. Différentes sciences ont souvent différentes façons de définir le mot jeunesse ou jeune. La démographie prend en compte l'âge, l'anthropologie met l'accent sur les notions de cadets et d'aînés. La biologie considère le temps de la puberté, la sociologie prend en compte la maturité d'être marier et enfin l'approche économique met l'accent sur la capacité que l'on a de se prendre en charge.

Il n'y a pas un consensus sur la définition du mot jeunesse, mais l'approche la plus commune est celle qui définit la jeunesse selon l'âge chronologique. La définition donnée par les Nations Unies est plus fréquemment utilisée. Cette définition considère comme jeune ; une personne âgée entre 15 et 24 ans. Cependant, cette définition adoptée par d'autres organisations et des Gouvernements nationaux diffèrent largement d'un pays à un autre. En Afrique, le mot jeune désigne des gens entre 15 ou 18 à 35 ans (Chigunta et al. 2005 ; Gough et al, 2013).

Au Mali, au début des années 1990, l'Association des Demandeurs et Initiateurs d'Emploi (ADIDE) avait défini comme jeune chômeur, tout diplômé âgé entre 18 et 40 ans (Dougnon, 2012). Par contre, en 2000, le Ministère de la Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille considérait, dans son programme de lutte contre le travail des enfants, comme enfant tout individu malien de 0 à 18 ans (Dougnon, 2011).

Dans cette étude nous avons ciblé les jeunes âgés de 18 à 35.

*Emploi*: Les termes, emploi et chômage sont des concepts délicats à définir. Déterminer de façon exacte les frontières entre ces concepts relève de la gageure. Cela est spécialement vrai pour des économies caractérisées par un large secteur informel, où le travail est irrégulier, non sécurisé, temporaire et précaire (Gough et al. 2013).

Dans cette étude, nous définissons *l'emploi* comme étant un secteur qui inclut le travail salarié, l'entrepreneuriat et l'auto-emploi. Dans la catégorie des employés entrent les salariés et les entrepreneurs qui s'auto-emploient. Elle inclut aussi des étudiants qui, à côté de leurs études s'auto-emploient ou sont salariés chez d'autres.

*Travail salarié*: Les travailleurs salariés sont définis comme des individus qui sont employés par une tierce personne. Les travailleurs salariés incluent, à la fois, des employés temporaires et des employés permanents. Ils désignent, à la fois, des gens qui sont sous contrat dans le secteur formel et informel

*Entrepreneuriat*: L'Entrepreneuriat est aussi un concept complexe et peut être abordé de différentes manières. De nombreuses littératures sur l'entrepreneuriat sont presque

exclusivement centrées sur les cas européens et américains. C'est seulement récemment que les recherches ont commencé à étudier les caractéristiques de l'entrepreneuriat en Afrique. Ce regain d'intérêt pour l'entrepreneuriat africain est né sur le sillage du renforcement du débat consécutif à la croissance du secteur privé. Promouvoir le secteur privé, et spécialement l'entrepreneuriat est devenu l'objectif clé de la politique du développement en Afrique depuis le lancement au milieu des années 1980 du Programme d'Ajustement Structurel (Commission Africaine, 2009 ; PNUD, 2004). L'entrepreneuriat est essentiellement vu comme une solution à une série de problèmes économiques et aussi comme une force motrice des changements sociaux. Particulièrement en Afrique, l'entrepreneuriat fut perçu comme la solution à la montée du chômage des jeunes (Commission Africaine, 2009 ; Banque Mondiale, 2013).

Une définition professionnelle de l'entrepreneuriat perçoit les entrepreneurs comme des personnes qui s'auto-emploient. Cette définition est basée sur la conception selon laquelle une personne est soit sans emploi, auto-employée ou salariée chez une tierce personne. Cette définition est fréquente dans la littérature sur le développement, du fait du grand nombre de gens qui gagnent leur vie à travers l'auto-emploi dans les micros et petites entreprises (Naudé, 2008). En effet, en Afrique, comme l'affirment Chigunta et alliés (2005), le terme « entrepreneuriat » est utilisé pour désigner l'auto-emploi. En plus, les critiques de cette perception soutiennent que l'entrepreneuriat va au-delà de 'faire du business' ou de s'auto-employer'. Mais elle se réfère à des traits de comportement, à la façon de raisonner et d'agir des hommes actifs (Olomi, 2009). Cette perspective psychologique et culturelle met l'accent sur les fonctions et les actions des entrepreneurs tout en soulignant les capacités de créativité et d'innovation de l'entrepreneur.

Notre étude adopte la définition professionnelle ci-dessus mentionnée et perçoit l'entrepreneuriat comme un processus par lequel des hommes et des femmes optent consciemment pour une carrière fondée sur l'auto-emploi. Ceux-ci acceptent de prendre des risques, d'apprendre l'art de faire des affaires au cours du développement de leur entreprise.

*Entrepreneur:* Se référant à la définition ci-dessus de l'entrepreneuriat, l'entrepreneur est défini dans cette étude comme un individu qui seul ou en collaboration d'autres est propriétaire d'une entreprise. Cette définition prend en compte ceux qui s'auto-emploient, mais aussi ceux-là qui vendent toutes sortes d'articles et d'autres services aux autres. Cette définition prend en compte une large gamme d'activités (ventes dans les rues, commerce des produits agricoles, artisanat, boutiques). Quelles soient dans le secteur formel ou informel, ces activités font d'une simple stratégie de survie à une grande entreprise. Cette définition de l'entrepreneur est souvent adoptée dans la part des grandes études sur l'entrepreneuriat (GEM, 2013 ; YEMP, 2013 ; Chigunta et al, 2005 ; Gough et al, 2013). C'est pourquoi nous utilisons dans cette étude des termes comme propriétaires d'entreprises, propriétaires de business et entrepreneurs comme des termes synonymes.

*Enterprise:* Dans cette étude, nous considérons comme synonymes les termes 'entreprise' et 'business ou affaires'. Ils désignent des organisations économiques spécialisées dans la vente

aux clients des biens, des services ou les deux à la fois. Nous utilisons le mot *entreprise/business* pour désigner toutes les activités privées sans distinction de taille, niveau et statut: (“formelles” et “non formelles”) que les jeunes hommes et femmes entreprennent pour assurer leur auto-emploi, créer de la richesse pour eux-mêmes, leurs familles et pour la société.

*Chômage*: Les chômeurs sont définis comme des gens qui, au moment de l’enquête étaient ni auto-employé ni employé par quelqu’un d’autre. Il ne prend pas en compte les étudiants.

*Les étudiants sans emplois*: il s’agit ici du lot de jeunes gens qui poursuivent leurs études et qui ne sont concernés par aucun type d’emploi.

## **4- Méthodologie**

Pour atteindre les objectifs fixés dans cette étude, nous avons combiné deux méthodes de recherche: qualitative et quantitative qui sont les suivantes.

### **4.1- Méthodes quantitative et qualitative**

*Méthode quantitative* : Des jeunes gens, âgés entre 18 et 35 ans ont été sélectionnés au hasard à travers une enquête de ménage dans les différents sites. Nous avons ainsi obtenu un échantillon de 412 jeunes, équitablement répartis entre les quatre sites. Le choix des zones à l’intérieur de chaque site a été faite en collaboration avec les autorités locales. Une rencontre avec le Maire et le chef de quartier a été organisée afin de déterminer et de sélectionner les quartiers d’enquête et, en même temps, obtenir leur permission pour mener à bien les dites enquêtes (voir tableau 1).

Dans chaque zone, l’échantillonnage consistait en un tirage au hasard de ménages où au moins 1/5 de ménages ont été inclus dans l’étude. Avant d’entrer dans un ménage nous faisons la liste des jeunes âgés entre 18 et 35 ans et à travers la méthode dite de génération nous avons choisi, au hasard, une jeune personne pour l’enquêter.

La définition utilisée pour identifier un ménage est la suivante : « les gens qui ont mangé ensemble un repas la veille ». S’il n’y a aucun jeune dans le ménage sélectionné, le ménage suivant était alors retenu à sa place. Si le jeune homme était absent de la famille, trois appels étaient faits avant qu’il ne soit remplacé par un autre jeune. Un questionnaire pilote a été d’abord testé à Bamako (Zékénékorobougou) et à Konobougou (Dougouba I et Sido-Sonikoura).

*La Sélection des sites* : Les localités ont été choisies sur la base de leur différence géographique et de leur développement socioéconomique. Bamako est la capitale du Mali où fleurissent les différents types de business comme le commerce et les services. Ségou est la plus grande capitale régionale. Par contre, Konobougou est une zone rurale sèche dont l’économie dépend des pluies. Il contraste avec Niono, qui est zone rurale mais où domine le



système irrigué de l'Office du Niger. L'Office du Niger est la plus grande entreprise agro-industrielle sur laquelle repose, en grande partie, la politique de croissance économique du Mali (riz, maraîchage, l'élevage, pêche et culture sèche) et qui attire les capitaux l'agro-business et de la main-d'œuvre rurale.

### *Bamako*

A Bamako, nous avons décidé de nous concentrer sur la Commune I pour la simple raison qu'elle renferme, à la fois, l'un des quartiers les plus pauvres et les plus peuplés et un des quartiers les plus riches de Bamako. C'est pourquoi, Banconi a été choisi pour représenter le premier cas et Korofina pour servir d'exemple au deuxième cas. Compte tenu de la densité démographique de Banconi nous avons décidé de choisir deux quartiers pour faciliter l'échantillonnage. Les quartiers de Salembougou et Zékénékorobougou ont été alors choisis avec l'accord des chefs des quartiers.

### *Ségou*

Ségou a été choisi comme un exemple de ville intérieure en dehors de Bamako et aussi par le fait qu'elle est la première grande capitale régionale du Mali. Pour des raisons de contraintes le Maire de Ségou, nous a dirigés vers le Directeur régional de l'ANPE Monsieur Alpha Coulibaly. Avec lui, nous avons choisi deux quartiers à étudier: Dar Salam au centre-ville et Sido-Sonikoura, un quartier périphérique. Les chefs de ces deux quartiers ont été approchés pour qu'ils nous offrent les permissions de recherche.

### *Konobougou*

La ville de Konobougou a été choisie comme un exemple de ville moyenne située en zone rurale sèche (dont les activités agricoles dépendent de la pluie). La ville de Konobougou est située sur la route Bamako-Ségou. Elle est entourée de nombreux villages (petits et gros villages). A notre arrivée nous avons été reçus par le Maire qui nous a fourni les informations sur le nombre des ménages et des jeunes. Vu la faible densité de population, surtout les jeunes âgés entre 18 et 35 ans dans la zone de Konobougou, nous avons décidé d'étudier quatre zones contre trois dans les autres milieux. Nous avons donc choisi Dougouba I qui est un quartier central de la ville de Konobougou et trois autres villages environnants qui sont: Doumanakébougou, un village situé à 18 km de Konobougou; Sigidolo-Wèrè, situé à 5 km de Konobougou et Dansénibougou, situé à 15 Km de Konobougou. Ces villages font habituellement une production agricole importante. Par contre, dans la ville de Konobougou la population s'adonne beaucoup plus au commerce qu'à l'agriculture. Il faut souligner qu'un représentant du Maire a introduit nos enquêteurs dans les trois villages et dans la ville de Konobougou.

## Niono

Niono a été choisi pour servir d'exemple de zone rurale inondée (agriculture irriguée grâce au barrage de Markala). Niono est au cœur de la zone de l'Office du Niger renommée pour sa production rizicole et maraîchère). Dans cette ville c'est le Quartier B a été choisi. Nous avons décidé de choisir deux autres villages aux alentours de Niono qui sont Koyan-N-Golobala, un vieux village dont les premiers habitants (les Minianka) ont été transférés de force par l'administration coloniale et Fobougou, un village récent (créé en 1994) qui a bénéficié de l'investissement de la Banque Mondiale et de l'USAID.

La taille de l'échantillon est de 412. Nous avons décidé d'administrer 100 questionnaires par site afin d'avoir une connaissance approfondie de chaque site et pouvoir comparer les données.

**Tableau.1** : Taille de l'échantillon et des localités sélectionnées dans chaque site

		Fréquence	%
Bamako	Salembougou	33	8,0
	Zékénékorobougou	49	11,9
	Korofina Nord	33	8,0
	<b>Total</b>	<b>115</b>	<b>27,9</b>
Ségou	Dar Salam	49	11,9
	Sido-Sonikoura	49	11,9
	<b>Total</b>	<b>98</b>	<b>23,8</b>
Konobougou	Dougouba 1	33	8,0
	Doumanakébougou	22	5,3
	Sigidolo-Wèrè	22	5,3
	Dansénibougou	22	5,3
	<b>Total</b>	<b>99</b>	<b>23,9</b>
Niono	Quartier B	50	12,1
	Koyan-N-Golobala	25	6,1
	Fobougou	25	6,1
	<b>Total</b>	<b>100</b>	<b>24,3</b>
<b>Total</b>		<b>412</b>	<b>100,0</b>

## 4.2- Méthode qualitative

**Interview détaillée:** Une interview détaillée a été réalisée avec 56 jeunes gens tirés des 412 qui ont participé à l'enquête quantitative. Nous avons aussi utilisé la méthode de boule de neige<sup>1</sup> en vue d'avoir des jeunes personnes de différentes origines, zones, niveaux d'éducation, âges, itinéraires emploi et types d'entreprises.

**Focus-groupe:** Dans chaque site, quatre groupes de discussion ont été mis sur place à travers la méthode participative. Chaque focus groupe avait un nombre de 5 à 9 jeunes personnes.

---

<sup>1</sup>La méthode boule de neige est une technique d'enquête où un répondant indique un autre comme potentiellement apte à répondre aux guides du chercheur. Par conséquent, le groupe des répondants croît comme une roulante boule neige.

*Les interviews avec les informateurs clés:* Nous avons mené des interviews détaillées avec 23 informateurs clés provenant de différentes institutions étatiques et des Organisations Non Gouvernementales.

### **4.3- Difficultés et faiblesses**

Cette étude a révélé quelques faiblesses liées à certaines difficultés qui ont eu des impacts sur nos résultats.

#### *Quelques faiblesses de la méthode quantitative*

La méthode quantitative présente quelques faiblesses à cause de trois facteurs. Le premier est lié à la taille assez vaste du champ d'étude. Le deuxième est lié à la limitation du temps de recherche et le troisième facteur est lié à la modicité des ressources. En lisant les résultats de la recherche, le lecteur doit être conscient que les résultats ne sont pas représentatifs de toute la jeune malienne car seulement quatre sites ont été pris en compte. En outre, la taille de l'échantillon de chaque site est trop réduite pour qu'on soit sûr que les résultats de chaque site soient totalement représentatifs.

#### *Quelques faiblesses de la méthode qualitative*

Les faiblesses de la méthode qualitative sont semblables à celles de la méthode quantitative: les interviews détaillées mais limitées dans le temps n'ont pas permis d'approfondir certains points. La plus grande difficulté de la méthode qualitative se trouve dans la réticence des informateurs de répondre à certaine série de questions. Par exemple, les femmes étaient réticentes à répondre aux questions relatives au nombre de ménage dans une concession. Elles suspectent les enquêteurs de vouloir connaître les détails sur la nature et la quantité de ce qu'ils mangent. Et enfin dans les zones sélectionnées, les gens sont simplement saturés par les enquêtes pendant ces dix dernières années et sont par conséquent, réticents à répondre aux questions récurrentes.

Une autre grosse difficulté méthodologique rencontrée, à la fois, dans l'étude quantitative et qualitative était comment catégoriser les occupations et les activités génératrices de revenus des jeunes gens. Comme on l'a noté plus haut les concepts d'emploi, de chômage, d'entreprise, d'entrepreneurs sont très difficiles à définir pour des gens engagés dans des types de travaux qui sont souvent informels, irréguliers et non sécurités. Pendant l'enquête par questionnaire nous avons tenté de suivre les définitions données dans la section X. Certains répondants ne percevaient pas leurs propres activités génératrices de revenus comme une propriété privée. Par contre, dans les études qualitatives nous avons tenté de suivre une approche plus ouverte et ainsi laissé les répondants d'utiliser leurs propres termes et perceptions. C'est pourquoi, parfois quand un répondant parle 'd'entreprise' ou 'entrepreneur' il semblait se référer à des organisations formelles.

## 5- Résultats

Dans les sections suivantes nous présentons d'abord les types d'activité des jeunes et les dimensions socioculturelles de l'entrepreneuriat jeune. Nos enquêtes sur les raisons ou les motivations qui fondent le choix des jeunes pour un emploi salarié ou l'auto-emploi permettent dégager par voie hiérarchique les activités suivantes :

1. La fonction publique
2. Le business
3. L'agriculture
4. La migration

### 5.1- Les activités des jeunes

L'auto-emploi comme un gagne-pain est l'activité la plus pratiquée par les jeunes. Les données quantitatives révèlent que 31% des jeunes sont des entrepreneurs, 27% sont des chômeurs, 23% sont des étudiants qui ne travaillent pas et 19% sont des employés (voir figure 1). En comparant les quatre sites on peut voir que Konobougou a le plus grand pourcentage de répondants chômeurs (42%), Ségou a moins d'entrepreneurs que les autres (21%) et plus d'étudiants sans activité (42%), et Niono a, à la fois, le plus grand nombre d'entrepreneurs (40%) et d'employés (31%) (voir figure 2).

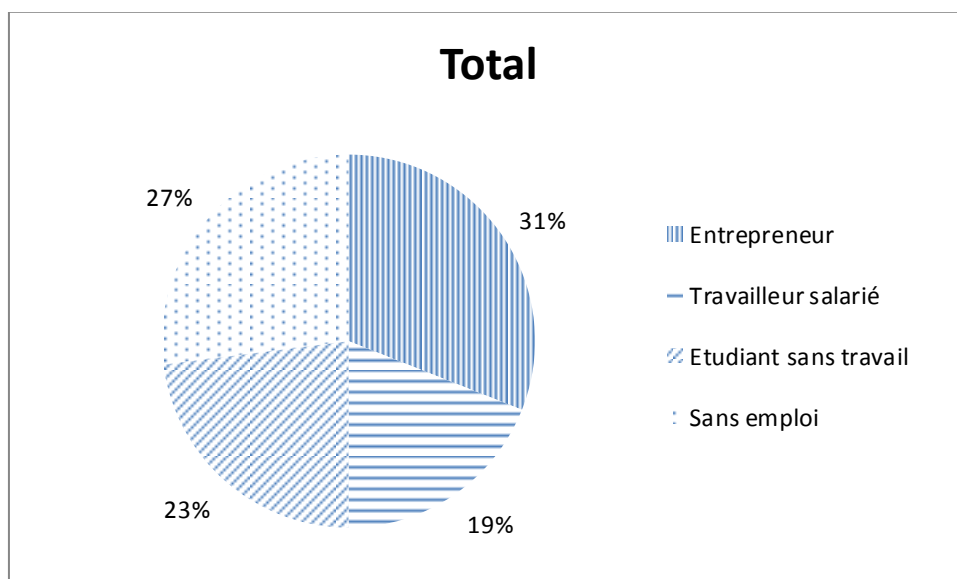


Figure 1: Les activités des répondants au questionnaire dans les quatre sites

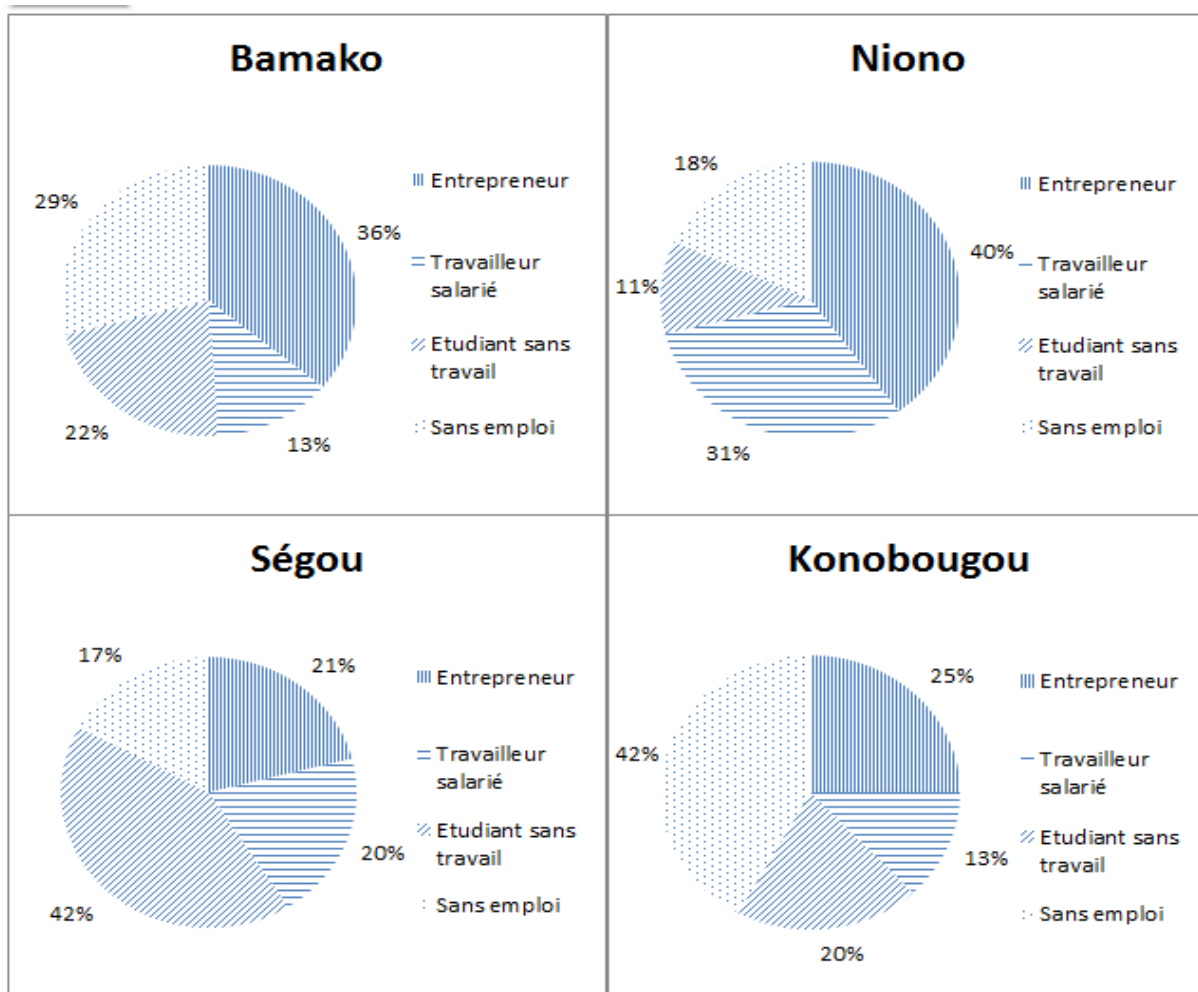


Figure 2: Les activités des répondants au questionnaire

Les données montrent une différence de sexe en matière d'emploi. En terme de chômage, il y a plus de femmes qui chôment (41%) contre (12%) d'hommes. 33% des hommes interrogés étaient des travailleurs salariés comparés à seulement 7% de femmes. Il y avait plus de proportion de femmes entrepreneures (34%) que d'hommes (27%).

### Les entrepreneurs

Le pourcentage de jeunes entrepreneurs dans l'échantillonnage était de 31%, ce qui fait un total de 126 répondants. La section qui suit décrit les activités de ces 126 entrepreneurs.

Le commerce est la principale activité des jeunes qui s'auto-emploient avec 42% d'entrepreneurs. En outre, la vente des repas et les activités maraîchères sont fréquentes (11%). La principale activité à Bamako est le commerce, la vente des repas et la couture (respectivement : 51%, 12% et 12%). A Konobougou les activités les plus fréquentes sont : le commerce (56%), la couture (12%) et la vente des repas (12%). A Ségou, le commerce (50%) et divers services (15%) étaient les activités les plus pratiquées. La ville de Niono diffère des autres car 35% de ses entrepreneurs sont des maraîchers. Les autres activités les plus

pratiquées à Niono sont le commerce (25%), la vente des repas (13%), les salons de beauté et de coiffure (13%).

En termes de poly-activité, 27% des entrepreneurs sont engagés dans plusieurs affaires à la fois. Parmi les différents sites, Niono avait le taux le plus élevé de poly-activité avec 43% d'entrepreneurs qui sont engagés dans plusieurs activités, la ville de Ségou avait 30%, Bamako 22% ; par contre Konobougou n'avait seulement que 8% (n=2) d'entrepreneurs qui faisaient, à la fois, plusieurs activités.

Dans l'ensemble, 69% des entrepreneurs disent que l'entreprise qu'ils gèrent actuellement est leur toute première entreprise. Seulement 31% avaient auparavant possédé des affaires. Les raisons principales de la fermeture de la première entreprise sont (a) qu'elle n'était pas rentable (39%), (b) le manque d'intérêt (16%), (c) un changement défavorable dans l'environnement économique (13%) et (d) un changement dans la situation familiale (10%).

Avant de commencer leur propre business, 69% des entrepreneurs avaient des expériences antérieures dans les mêmes types d'affaires. La majorité des entrepreneurs a acquis des expériences en aidant un membre de la famille (61%). En plus, (20%) ont acquis des expériences à travers des activités antérieures telles que le commerce ou le travail dans les ateliers d'apprentissage professionnel (13%).

En termes d'appui extérieur dans la gestion des affaires, seulement 36% des entrepreneurs ont reçu de la part des autres de l'aide pour gérer leurs affaires. Pour 78% de ces cas l'aide venait des membres de la famille, 12% ont des apprentis, 8% ont des travailleurs permanents. Le nombre maximum de gens qui aident dans la gestion des affaires était de 8 et ils sont tous les membres d'une même famille. Le nombre moyen de gens qui aide d'autres à gérer leur affaire était cependant de 1.8 personne, ce qui indique que la majorité des affaires est gérée exclusivement par le propriétaire.

Il y a des raisons complexes et multiples qui expliquent pourquoi les jeunes décident de commencer leur business. Lorsque nous leur demandons les raisons principales d'être entrepreneur, 51% reconnaissent que c'est pour accumuler de la richesse, 19% disent compléter le revenu de la famille, 17% disent pouvoir être indépendants, 8% disent que c'est par manque d'emploi, 4% disent profiter d'une opportunité et 2% disent avoir hérités. Lorsque nous comparons les quatre différents sites, on peut voir que Bamako a le plus fort pourcentage de répondants qui disent : « par manque d'emploi », soit 18,5% et à Niono le plus grand nombre de répondants qui disent « être indépendant » soit 25%. A Ségou, il y a plus d'entrepreneurs qui ont répondu ; pour « profiter des avantages qu'offrait une opportunité » soit 20% ou pour compléter le revenu de la famille » soit 35%

Aux questions relatives à la croissance/prospérité des affaires dans la courte et longue durée, 73% des entrepreneurs disent que présentement le gain est supérieur ou quelque peu supérieur comparé à leur début. 14% ont répondu que leur croissance est quelque inférieure comparée à

celle du début, 13% disent que c'est pratiquement la même croissance. Ces résultats indiquent que la majorité des propriétaires d'entreprise voient leur affaire progresser.

En totalité, seulement 25% (n=31) des entrepreneurs avaient légalement enregistré leur business. Ce nombre était nettement plus bas à Bamako et à Konobougou. Dans ces villes, il est proche de 12% tandis qu'à Niono presque la moitié des affaires était enregistrée. La raison la plus évoquée pour expliquer le non enregistrement des affaires était qu'ils en avaient pas besoin (57,9%). 23,2% ne voulaient pas enregistrer leurs affaires et 8,4% n'avaient simplement pas les moyens de le faire. Seulement, 2,1% trouvent que c'est trop compliquer. A Bamako, Konobougou et Ségou, la raison principale d'enregistrement des affaires était que les entrepreneurs pensaient que c'était leur devoir de le faire. Cependant, à Niono (42%) ne voulaient, tout simplement pas enregistrer leurs affaires et un grand nombre d'entrepreneurs le trouvaient trop compliqué (19%).

A la question relative au financement des activités, 35% des entrepreneurs disent que la source principale de leur capital était leur propre épargne, 24% disent que le capital provenait des parents, 16% disent qu'ils ont reçu de l'aide de la part de personnes proches de leur famille et 13% disaient que c'était leur époux/épouse qui leur en donnait. Seulement 3 entrepreneurs avaient reçu des crédits bancaires ou de la part des institutions de la micro-finance. Ces résultats montrent le recours très limité que font les jeunes entrepreneurs aux banques et aux institutions de la micro-finance pour soutenir leurs entreprises.

Les entrepreneurs qui ont épargné en vue de constituer leur capital de démarrage ont, soit fait des travaux temporaires (37%), ou mené des affaires dans le passé (36%). 18% ont obtenu ces fonds en faisant des travaux informels. Cependant, lorsqu'on regarde dans les différents sites, on voit que c'est seulement à Bamako et à Niono que les entrepreneurs ont pu constituer leur fonds de départ grâce à des activités antérieures (59% et 69% respectivement). A Konobougou et à Ségou, aucun entrepreneur n'a constitué son fonds à partir d'activités antérieures. Ils l'ont fait à partir d'emplois temporaires (80% et 86% respectivement). 28% des entrepreneurs ont cherché des fonds pour financer leurs affaires après le démarrage. Konougou a le plus fort pourcentage d'entrepreneurs qui ont cherché des financements pour leurs affaires (44%) tandis qu'à Bamako seulement 18% l'ont fait.

Les entrepreneurs qui ont cherché des financements avant le démarrage de leurs affaires l'ont eu soit auprès des membres de leur famille ou de proches parents (32% et 25% respectivement). En outre, 18% des hommes d'affaire ont eu recours à leur époux/épouse. Moins de 4% ont eu recours aux coopératives, à des amis ou à des micro-finances. 74% de ceux qui ont cherché les fonds avant le démarrage de leurs affaires avaient réussi à le faire. Bamako a le taux le plus bas d'entrepreneurs qui ont réussi à trouver des fonds avec 43% de succès. A Niono, 83% ont réussi à le faire et à Ségou tous ceux qui ont tenté ont réussi (n=5). Ces résultats montrent que la majorité des entrepreneurs ne cherchent plus de fonds après le démarrage de leur business et très peu le cherchent auprès des institutions financières.

Aux questions relatives aux méthodes de gestion des affaires, seulement 12% des entrepreneurs tiennent une comptabilité financière de leurs transactions. En général, 72% épargnent les retombées de leurs affaires, tandis qu'à Ségou seulement 45% des entrepreneurs épargnent. Lorsqu'on leur demande sur le lieu où qu'ils gardent leur épargne 65% disent la garder à la maison et 17% la gardent dans les caisses des associations informelles. Moins de 7% confient leur épargne aux institutions de la micro-finance et moins de 5% la place dans des banques formelles. En comparant les différents sites, la majorité de ceux qui gardent leur épargne dans les institutions de la micro-finance se trouve à Niono et le reste à Bamako. Seulement 20% des entrepreneurs possèdent un compte uniquement ouvert pour leurs affaires. Les résultats montrent que la majorité des entrepreneurs ne séparent pas les revenus de la famille d'avec ceux des affaires privées et ne peuvent par conséquent être précis sur les revenus et dépenses de leur business. Ils montrent aussi que l'épargne est très peu confiée aux institutions financières.

Lorsqu'on demande aux entrepreneurs dans quel besoin dépensent-ils leur épargne, 39% disent dans leur propre besoin, 31% dans le soutien de la famille, 16% le dépensent pour la famille, 14% le réinvestissent dans leur business. Si nous regardons dans les quatre sites on peut voir, en effet, qu'à Ségou aucun n'entrepreneur dit qu'il réinvestit son épargne dans son propre business.

Ces résultats montrent que très peu d'entrepreneurs sont capables ou sont disposés à réinvestir leur profit dans leurs affaires, toute chose qui pourrait entraver leur croissance.

A la question relative aux coopératives et à l'engagement associatif, 48% des entrepreneurs disent coopérer avec d'autres entrepreneurs et 35% ont répondu qu'ils ne le font pas. Lorsqu'on compare les quatre milieux, on peut voir un taux élevé de répondants qui disent coopérer avec d'autres entrepreneurs soit 69% alors qu'à Konobougou et Ségou, peu d'entrepreneurs coopèrent avec d'autres hommes d'affaire soit 28% et 35% respectivement. Seulement 6% de tous les entrepreneurs appartiennent à des associations dont les affaires sont enregistrées. A Ségou et à Konobougou, il n'y a aucun entrepreneur qui participe à une association d'affaire enregistrée, tandis qu'à Niono 13% le font. Les soutiens qu'apportent ces associations d'entrepreneurs sont les information-conseils, les capitaux et la livraison de produits en gros. C'est seulement qu'à Bamako que le soutien se limite qu'à l'information et au conseil, tandis qu'à Niono il y a les trois types de soutien. Presque la moitié des entrepreneurs (46%) appartiennent à des groupes informels de soutien. Ces groupes sont plus fréquents à Konobougou et Niono (56% et 64% respectivement) qu'à Bamako et Ségou où ils sont de 37% et 25% respectivement. Le groupe informel apporte principalement un soutien financier (54%) et des informations et services (25%). Quelques-uns de ces groupes apportent des soutiens commerciaux (3%), achat en gros (3%) ou d'autres soutiens (moins de 2%), tandis que 15% n'ont eu de soutien d'aucune association de ce genre.

Ces résultats montrent que ; tandis que les entrepreneurs comptent sur le réseau social pour gérer leurs affaires, la participation à un organisme associatif lucratif est presque inexistant.



En termes de formation et d'éducation la grande majorité (82%) n'a reçu aucune formation avant de commencer le business. Ceux qui ont reçu des formations l'ont eu en grande partie dans le domaine des compétences techniques (70%). Seulement 6 entrepreneurs ont été formés dans les sciences et techniques de gestion des affaires avant de commencer leur business. La majorité des entrepreneurs (91%) n'a pas eu de formation après le démarrage de du business. Le peu d'hommes d'affaire qui ont reçu des formations professionnelles trouvent quelles sont très utiles ou utiles (64% et 27% respectivement) tandis que 9,1% (n=1) trouvent la formation moins importante. La majorité (69%) de tous les entrepreneurs pense qu'elle a besoin de plus de compétences supplémentaires pour gérer les entreprises. A Niono, jusqu'à 85% des entrepreneurs pensent qu'ils ont besoin de plus de compétence, à Bamako 68% disent qu'ils ont besoin de plus de formation, tandis qu'à Konobougou et Ségou seulement un peu plus de la moitié en exprime le besoin (56% et 55% respectivement). Ces données montrent qu'il y a une grande demande en formation technique et professionnelle non comblée ainsi que la formation en gestion des entreprises, à la fois, pour des entrepreneurs potentiels et ceux qui sont en activité.

En mettant ensemble ces données on voit que les entrepreneurs reçoivent un soutien limité de la part des institutions telles les agences d'état, les banques, les institutions de la micro-finance et les associations formelles. Ils comptent plutôt sur les réseaux sociaux informels pour acquérir la formation, les fonds, les conseils et les informations.

Concernant leurs aspirations futures, plus de la moitié des entrepreneurs disent qu'ils espèrent rester dans leur business. Cela est légèrement plus élevé à Konobougou et Niono avec respectivement 60% et 69%. Presque 60% des entrepreneurs disent qu'ils arrêteront leurs affaires dès qu'ils obtiendront un travail salarié à temps plein, contre 37% qui ne le feraient pas.

En terme de motivation, les résultats des enquêtes montrent que la majorité est motivée à faire croître son business. Plus de 90% disent vouloir faire grandir leur entreprise. Lorsqu'on demande comment ils comptent atteindre leurs objectifs, 75% des entrepreneurs (n=90) disent qu'ils ont besoin de fonds, 29% expriment des besoins en matériel et équipement, 13% disent qu'ils ont besoin de terre et 10% disent avoir besoin de formation.

### **Les jeunes employés dans le travail salarié**

Le pourcentage de jeunes travailleurs salariés de l'échantillonnage était de 19%, ce qui fait un total de 79 répondants. La section qui suit décrit les caractéristiques de l'emploi que font ces 79 travailleurs salariés.

Parmi les jeunes employés dans le travail salarié, la majorité (60%) est dans un emploi temporaire tandis que 40% étaient employés à temps plein. A Niono, 52% des travailleurs enquêtés étaient des employés permanents. 14% des employés enquêtés travaillent pour le gouvernement, dans les entreprises publiques, les ONGs, les institutions non étatiques et des associations etc. Il y a une variation à l'intérieur des sites. Bamako et Niono ont le plus faible

pourcentage des répondants qui travaillent pour ces emplois ci-dessus cités (7% et 3% respectivement) tandis que Konobougou et Ségou ont le pourcentage le plus élevé avec (23% et 29% respectivement).

En d'autres termes, Bamako et Niono ont le plus grand nombre de répondants qui travaillent dans le secteur privé (93% et 97% respectivement) tandis que Konobougou et Ségou ont le plus grand nombre de répondants qui travaillent dans le secteur public. Seulement 9% (n=7) de travailleurs salariés possèdent des contrats écrits, tandis que 23 travailleurs ont un contrat oral. 69% n'ont aucun contrat. La forte majorité (80%) a obtenu son travail via un réseau social. Seulement un plus du 1/3 des employés (34% perçoivent un salaire fixe et 33% n'ont pas cela. Cependant à Niono, seulement 13% gagnent un salaire fixe contre 87% qui n'en ont pas.

En termes de pension et de sécurité sociale seulement 3 répondants (4%) affirment que leurs employeurs cotisent pour leur pension et seulement 5 répondants (6%) affirment que leurs employeurs cotisent pour leur sécurité sociale.

Ces résultats montrent la dominance du travail salarié informel parmi les jeunes travailleurs avec des travaux précaires, des salaires irréguliers et sans ou peu de protection sociale.

La moitié des jeunes salariés dit qu'elle cherche présentement un autre travail. Une large proportion (73%) des répondants qui n'a pas ses propres affaires, dit qu'elle est en voie de lancer sa propre entreprise (un peu moins de 61% à Niono, un peu plus élevé à Bamako et Konobougou 87% et 85%).

### **Les jeunes sans emploi**

Le pourcentage de jeunes chômeurs de l'échantillonnage était de 27%, pour un total de 110 répondants. La section suivante décrit les caractéristiques et les aspirations de ces 110 répondants.

Parmi les jeunes qui ne sont pas employés, 45% disent qu'ils ne travaillent pas parce qu'il n'y a pas «de travail acceptable», 32% disent qu'ils ne travaillent pas car ils sont des étudiants, 11% disent qu'ils sont entièrement pris par les travaux domestiques, 3% avancent des raisons sociales (grossesse/maternité et maladies).

Les variations entre les quatre sites sont visibles. A Konobougou et Ségou, les jeunes disent chômer parce qu'il n'y a pas «de travail acceptable», avec respectivement 59% et 52%. Ségou aussi a un grand nombre de jeunes qui disent être des étudiants (43%). A Niono on trouve le plus grand nombre d'enquêtés qui expliquent leur non emploi par leurs occupations domestiques avec 35%. Seulement 17% des jeunes non employés ont reçu des formations professionnelles et le perfectionnement des compétences. Parmi les enquêtés non employés qui ont reçu des formations, 68% ont reçu une formation technique et 32% (n=11) d'entre eux ont reçu des formations en gestion des entreprises. Lorsqu'on leur demande s'ils ont

l'intention de lancer leur propre business, 61% répondent oui, 37% répondent non et 20% étaient indécis. Lorsqu'on compare les quatre sites, on voit que Bamako et Konobougou ont le plus grand nombre de jeunes qui disent oui à la question « création d'entreprise » avec respectivement 63% et 77% tandis que Ségou et Niono ont un nombre plus bas de oui avec 48% et 52% respectivement. Lorsqu'on leur demande quel type de business qu'ils comptent lancer, la majorité (60%) répond : le commerce ou une affaire semblable au commerce. La majorité des jeunes non employés qui a l'intention de lancer son business dit que le manque de capital est la première raison de son blocage. A Niono, un grand nombre de répondants disent que c'est le manque de connaissances techniques et des idées qui bloque leur démarrage dans la création d'entreprise (27%).

## **5.2- Les dimensions socioculturelles de l'entrepreneuriat jeune**

L'analyse des données recueillies fait ressortir que plusieurs variables telles que le niveau de formation, l'ambition personnelle, le milieu de vie, le sexe, l'origine sociale, l'environnement économique, le contexte politique et institutionnel ont un impact sur le choix des jeunes d'être entrepreneur ou salarié chez un privé ou dans l'Etat. L'étude révèle aussi que le simple fait de créer des programmes et des fonds financiers pour soutenir l'entrepreneuriat ne conduit pas automatiquement les jeunes à s'y engager. C'est le cas de l'agriculture où pullulent les Caisses de la micro-finance mais qui attire peu de diplômés. Enfin d'inciter les jeunes diplômés à risquer dans l'entrepreneuriat rural, l'Etat doit d'abord améliorer l'environnement des affaires pour le monde rural et aussi financer quelques fermes pilotes comme expérimentation en vue d'attirer les jeunes dans le secteur. Dans quelle mesure et par quels moyens l'Etat peut rendre l'agriculture attractive pour les jeunes est clairement une question qui a une dimension culturelle et sociale : comment changer les préjugés qu'ont les jeunes sur l'agriculture et le paysan? Le problème de l'emploi, comme l'affirment certains jeunes dans cette étude, n'est certainement pas un problème de manque de travail, mais le prestige qu'on accorde au travail que l'on veut exercer. Ils disent qu'il y a du travail, mais les jeunes cherchent le boulot qui ne les salit pas. C'est dire que la question de l'emploi a une dimension culturelle importante par laquelle il faudrait commencer.

Cette étude met en lumière le problème de formation dans l'emploi rural. Les villes sont bombées de jeunes ayant reçu la formation, mais qui chôment ou se débrouillent au marché. Par contre, le milieu rural manque cruellement de jeunes formés pour booster l'entrepreneuriat rural. Depuis 2002, malgré la mise en place de nombreuses institutions de formation professionnelle, le problème reste entier comme le témoignent les jeunes et les agents des institutions publiques basés à Niono et Konobougou. Les ressources locales sont souvent disponibles dans certains secteurs comme l'agriculture mais le professionnalisme et l'appui institutionnel font défaut car les jeunes ayant reçu les formations nécessaires refusent d'aller s'y installer. La question est comment mobiliser les jeunes ayant reçu la formation professionnelle vers le milieu rural ?

### **5.3- La fonction publique : le premier choix des diplômés**

Le Mali est un pays où l'Etat demeure encore le plus gros employeur de gens formés et diplômés. Notre étude révèle que la notion d'emploi ou de travail chez les jeunes diplômés renvoie à la fonction publique. Pour un jeune diplômé, trouver du travail signifie être recruté à la fonction publique qui est un emploi à vie. En plus, depuis la démocratie, être fonctionnaire n'empêche pas que l'on monte une petite entreprise qu'on fera gérer par quelqu'un d'autre. La forte majorité des jeunes diplômés vont dans le privé en attendant de passer un concours d'entrer à la fonction publique.

A la question de savoir pourquoi, les jeunes diplômés veulent presque tous aller à la fonction publique, les réponses sont diverses. Soumaila N'Diaye, 22 ans, a terminé l'université de Bamako. Il explique pourquoi il attend le jour où il va intégrer la fonction publique :

J'ai fait plus de 16 ans d'études pour obtenir une Maîtrise en sciences sociales. Pendant ce temps, je n'ai pas appris un autre métier. Si je dois m'engager dans un travail autre que celui de mon profil, je dois reprendre à zéro. Et je n'ai pas envie faire cela. C'est pourquoi j'attends une offre qui correspond à ma formation ou à mes compétences. Travailler dans un bureau serait l'emploi qu'il me faut.

Tandis que certains cherchent l'emploi salarié en occurrence la fonction publique, d'autres plus raisonnables cherchent "une porte de sortie" c'est-à-dire un emploi de survie, comme le fait Sékou Miminta, 21 ans, éleveur à Ségou Sido-Soninkoura :

Nous jeunes, nous devons faire tous les travaux qui nous permettent de gagner notre vie. Et c'est ce qui est important à mes yeux. Tout emploi rentable est souhaitable. Actuellement je fais l'élevage et l'agriculture de subsistance parce que ça me permet de gagner ma vie.

Des jeunes diplômés chômeurs qui pensent comme Sékou Miminta ne sont pas nombreux. Dans l'ensemble, les diplômés chômeurs privilégient la fonction publique et parmi ces chômeurs on y trouve curieusement ceux qui ont des écoles professionnelles.

### **5.4- Le commerce, le choix des jeunes citadins**

Dans les quartiers pauvres de Bamako et dans la ville de Ségou le commerce reste le secteur de prédilection des jeunes qui n'ont pas été à l'école ou qui l'ont abandonné. Le choix de faire du commerce est plus accentué chez les femmes. Le commerce chez beaucoup de jeunes garçons s'apparente à du « débrouillardisme »,<sup>2</sup> c'est-à-dire trouver de quoi subvenir aux besoins de base.

---

<sup>2</sup> Dans le domaine de l'emploi, le mot *débrouillardisme* vient du verbe se débrouiller qui signifie trouver ses propres moyens de survie, s'en sortir par ses propres moyens. Plus précisément, le mot est apparu dans le jargon des chômeurs en Afrique Francophone pendant la première décennie (1984) de l'Ajustement Structurel qui a mis à la porte plusieurs milliers de travailleurs de l'Etat et introduit, en même temps, le concours d'entrée à la fonction publique pour restreindre drastiquement le recrutement des jeunes diplômés. Au Mali, des milliers de jeunes diplômés, en attendant un jour d'intégrer la fonction publique, s'efforçaient de survivre en faisant toute

Souvent ces jeunes passent d'une activité à une autre à cause des difficultés de ressources et du marché imprévisible. Certains arrivent à monter des entreprises solides après quelques années de traversée de désert. C'est le cas de ce jeune qui est passé du « débrouillardisme » à propriétaire d'école privée. Voici un extrait de son récit :

Moi, j'étais photographe, je faisais des photos de porte en porte. Ce business n'a pas marché. Je me suis alors lancé dans le business du Cyber-café. Cette affaire aussi n'a pas marché comme je l'espérais. Ensuite, j'ai investi mon économie dans l'achat d'un taxi. Le matin, je prenais des cours de conduite, le soir j'étais « taximan ». Si je dis cela aux gens ils ne vont pas croire, mais je vous jure que j'ai démarré mon entreprise, avec une somme de 3 500 F CFA (7 EURO). Aujourd'hui, Dieu merci. Je possède deux Lycées d'enseignement secondaire. Je suis fier de moi. Quand on ne souffre pas, tant qu'on ne peine pas, on ne peut pas être capable de comprendre quel est le but d'une entreprise. Ce que je peux dire aux jeunes, c'est que l'on a rien sans peine, il faut surtout espérer, il ne faut jamais se sous-estimer. Etre jeune n'est pas un handicap au contraire c'est un avantage. Le jeune est dynamique, il peut bouger dans tous les sens. Les difficultés il y en aura toujours dans la vie. Il faut faire avec. Les difficultés sont souvent dues à la jeunesse, au manque d'expérience. Celle-ci est la somme des échecs et des réussites. Il faut toujours se dire que c'est possible, comme les anglais disent « learning by doing », tant qu'on a peur de se tromper, on ne va jamais avancer. La meilleure méthode c'est de commencer. Le jeune doit chercher à s'instruire à l'école, mais aussi chercher à se cultiver pour connaître l'environnement dans lequel il entreprend. Ce ne sont pas que les riches qui réussissent dans la vie. Les pauvres aussi ont une place au soleil. Il suffit d'y croire.

### 5.5- L'agriculture, le choix des jeunes ruraux

De Bamako à Niono, en passant par Ségou et Konobougou, les différentes personnes interrogées ont soutenu dans leur grande majorité que c'est le travail de la terre qui est la solution au problème de l'emploi au Mali. Cependant, il y a ce qu'on pourrait appeler le paradoxe de l'agriculture. D'un côté, elle est perçue comme le plus important moyen de lutte contre le chômage des jeunes, de l'autre côté les jeunes diplômés préfèrent faire le « débrouillardisme » à Bamako ou dans les villes intérieures que d'aller dans les champs.

L'Office du Niger où domine l'agriculture irriguée offre de réelles possibilités d'emploi aux jeunes diplômés ruraux et citadins. Cependant, elle n'attire pas ces derniers à cause de plusieurs facteurs, tels que les conditions de vie difficile dans le milieu rural. Ceux qui se lancent dans l'agriculture sont des jeunes diplômés qui ont un background rural. Les cultures

---

sorte d'activités. Ils ont appelé cette stratégie de survie « se débrouiller » ou du faire « du débrouillardisme ». Ainsi, en milieu urbain, le mot est venu à désigner tout type de travail temporaire qu'entreprend un jeune chômeur (diplômé ou pas) en vue de subvenir à ses besoins de base ou de ne pas dépendre de ses parents pour les dits besoins. Nous voyons dans ce rapport que la notion de *débrouillardisme* décrit les conditions de travail imprévisibles des jeunes urbains et ruraux. Pour bon nombre de ces jeunes, le *débrouillardisme*, au lieu d'être une transition, est devenue une condition permanente de vie vue le long temps qu'ils prennent avant d'avoir leur premier travail salarié et/ou d'établir leur propre business. En réalité ce que les jeunes attendent, c'est d'établir pour eux-mêmes ce qu'ils considèrent comme étant un véritable business.

comme celle du riz et des fruits et légumes exigent des compétences en techniques agricoles modernes. Ici encore la question est comment inciter les nombreux chômeurs sortis des grandes écoles et des écoles professionnelles à se lancer dans l'agriculture ?

Nous avons enregistré auprès de nos interviewés quelques raisons de la réticence des jeunes à l'agriculture. En voici quelques-unes :

Certains paysans interrogés disent que c'est l'insuffisance des terres qui explique le peu d'engouement des jeunes à l'agriculture. Par contre, d'autres disent que les jeunes, après leurs études ne veulent pas de l'agriculture qu'ils trouvent dégradante, comme le témoigne un jeune étudiant de Konobougou :

Bien que l'agriculture soit le métier de nos parents, nous jeunes, après nos études, nous avons honte de nous s'engager dans ce travail. Car ce n'est pas un métier où l'on peut porter de beaux costumes et rencontrer de belles filles.

Sékou Miminta, âgé de 21 ans, éleveur de poulets à Konobougou est de même avis que cet étudiant. Selon lui, les jeunes n'aiment pas l'agriculture et ne lui accordent aucune importance. Karim Traoré, un éleveur de Konobougou met l'accent sur les conditions difficiles de vie de ceux qui la pratiquent. En substance, il dit:

Les jeunes ne s'engagent pas dans l'agriculture parce qu'ils voient que ceux qui la pratiquent vivent mal et ne possèdent pas grand-chose.

Certains jeunes comme Karamoko Djiré, 28 ans, agriculteur à Konobougou et son collègue soutiennent que l'agriculture ne permet pas de préparer l'avenir des enfants. Nous résumons ici leurs discours.

Nos parents ont passé toute leur vie à cultiver la terre, et pourtant ils n'ont pas pu préparer notre avenir. C'est la raison pour laquelle nous n'aimons pas l'agriculture. Par contre, les jeunes d'origine non paysanne ne s'engagent pas parce que ce n'est pas le travail de leurs parents. L'agriculture ici à Konobougou n'est pas rentable. Nous l'a pratiquons faute de mieux. Le jour où nous trouverons un travail plus rentable nous abandonnerons immédiatement l'agriculture.

A côté de jeunes qui mettent l'accent sur la non rentabilité de l'agriculture, il y a ceux qui pensent que le vrai problème c'est l'absence de jeunes paysans bien formés capables de pratiquer une agriculture à haute technicité. C'est l'avis d'un jeune chômeur rencontré à Ségou. Il explique pourquoi un groupe de jeunes diplômés installé à l'Office du Niger a tout abandonné, champs et matériels de travail pour rejoindre Bamako. En voici un extrait de son témoignage :

Il y a quelques années, l'Etat a financé l'installation d'un groupe de jeunes sur les terres de l'Office du Niger. Une campagne après, ces jeunes paysans sont allés en faillite. Les raisons de leur échec sont variées. Certaines personnes disent que les jeunes n'ont pas investi le crédit

agricole dans les champs. Ils ont dû les gaspiller dans des dépenses de prestige. Par contre, d'autres disent que ces jeunes ne maîtrisaient pas les techniques de la riziculture irriguée. Ce cas montre, dans tous les cas, qu'il y a nécessité que les jeunes soient d'abord formés à l'agriculture moderne avant qu'on ne leur accorde des parcelles ou des crédits agricoles.

Il n'y a, cependant des jeunes, qui ne jurent que par l'agriculture comme c'est le cas de ce jeune paysan qui disait :

Aujourd'hui, je ne vit que de l'agriculture et pourtant je n'ai reçu aucune formation professionnelle sur l'agriculture. Pour des raisons familiales j'ai émigré à bas âge de mon village pour m'installer dans ce village.

Beaucoup de jeunes ont mis l'accent sur la place centrale que pourrait occuper l'Office du Niger dans l'emploi des jeunes. Voici l'avis d'un agent agricole de Niono:

Chez nous à l'Office Niger, il n'y a aucune activité qui puisse rapporter 600 000 F CFA (EURO 1000) de bénéfice chaque cinq mois si ce n'est pas l'agriculture.

L'un des problèmes auxquels font face les jeunes qui veulent se lancer dans la riziculture irriguée à l'Office du Niger est l'insuffisance des parcelles aménagées comme le souligne Siaka Traoré, 30 ans marié, père de quatre enfants :

J'aimais l'agriculture mais je n'avais pas de terre, je l'ai cherché sans succès et le temps a passé, j'ai entrepris autres choses.

Le constat de Monsieur Siaka Traoré est aussi fait par deux femmes : Fatoumata Diarra et Aramata Traoré ; toutes deux vendeuses au marché de Ségou. Elles disent laconiquement:

De nombreux jeunes ont une bonne perception de l'agriculture et aimeraient se lancer dans les activités agricoles, mais le problème est qu'il n'y pas assez de terres aménagées pour les jeunes à l'Office du Niger.

Selon Fatoumata Cissé, gérante d'un salon de coiffure à Ségou, les jeunes sont conscients des avantages de l'agriculture mais seulement ils n'y ont pas accès. Selon elle, le taux élevé de jeunes chômeurs à l'Office du Niger est lié au manque de terres.

L'insuffisance des parcelles aménagées est le premier problème souligné par presque tous les interviewés de Ségou et de Niono. Une des solutions qui reste est de louer ou d'acheter des terres qui sont justement trop chères pour un jeune débutant. C'est pourquoi beaucoup de jeunes restent les bras croisés dans la zone Office du Niger.

Un autre jeune interviewé à Niono témoigne du désir des jeunes d'avoir des terres à l'Office du Niger.

Ces jeunes sont nés et grandis dans la culture du riz. Ils ont l'amour de la terre et savent qu'on peut compter sur elle. Comme on le dit « la terre ne ment pas ». Les emplois recherchés à

l'Office du Niger est la riziculture et le maraîchage. Le problème est que les jeunes sont peu présents dans ces activités. Les jeunes qui s'y lancent rencontrent des difficultés d'accès aux parcelles aménagées, à l'achat des outils de travail et au coût des intrants et de la redevance eau. A celles-ci, il faut ajouter un manque de formation en techniques agricoles. Voilà quelques-unes des difficultés auxquelles les jeunes de cette région font face et qui les empêchent de se réaliser comme ils le souhaiteraient dans le monde agricole où ils rêvent de se réaliser.

Un agent de service de développement à l'Office du Niger, disait qu'en général, dans tout le Mali, c'est le système foncier coutumier qui est la plus grande barrière qui empêche aux femmes d'avoir accès aux terres. En substance il dit :

Les ressources principales du Mali relèvent du secteur agricole. Chez nous la terre, l'eau et les animaux appartiennent aux hommes. Il y a aussi le poids du ménage qui pèse sur les femmes. Une femme ne peut pas quitter son foyer pour aller, loin de son ménage et travailler plusieurs jours. Certains maris n'acceptent pas de vivre de pareilles situations. Au Mali, on pense que la femme doit rester à la maison, être la maîtresse de la maison.

#### **5.6- La migration rurale : l'Office du Niger, un pôle attractif**

L'étude montre que les jeunes ne bougeraient pas de leurs villages ou villes s'ils pouvaient y trouver du travail et réaliser leurs rêves. C'est le chômage prolongé qui les pousse à quitter leurs régions ou leur pays. L'une des questions de recherche pour nous est de savoir quelles seraient dans un futur proche ou lointain les régions maliennes à forte croissance économique vers lesquelles iraient les jeunes ? L'étude montre que l'Office du Niger attire les jeunes ruraux de toutes les régions du Mali. Depuis une dizaine, dans les régions du Sud Ouest du Mali c'est l'orpaillage qui attire de milliers de jeunes ruraux. Cette activité minière a une conséquence grave sur la production agricole et sur la dégradation de l'environnement. Les jeunes citadins se dirigent vers les nouveaux Eldorados africains : Angola, Guinée Equatoriale, Afrique du Sud etc.

Les jeunes filles et les jeunes garçons d'origine rurale migrent à l'Office du Niger pour s'adonner aux activités maraîchères, secteur où dominent les femmes mariées et migrantes.

Une femme rencontrée à Fobougou un village de l'Office du Niger explique comment elle s'est lancée dans la production de l'oignon:

Je suis la deuxième femme de mon mari, mère de six(6) enfants. Je fais l'école coranique. A l'enfance, je rêvais d'être une prêcheuse auprès de mes consœurs. C'est après mon mariage que je me suis retrouvée à Fobougou. Il y a de cela 15 ans. A mon arrivée, j'ai trouvé que toutes les femmes du village faisaient le maraîchage en contre saison dans les parcelles familiales ou celles louées. Comme ma coépouse possédait déjà sa parcelle, mon mari m'en a donné une partie de sa parcelle que j'exploite. Après la récolte du riz, l'échalote est l'activité principale des paysans de l'Office du Niger. Je suis dans une grande famille où les femmes se sont organisées pour s'entraider dans le repiquage, le désherbage des champs des unes des autres, parce que la main d'œuvre coûte cher.



En plus des femmes, des jeunes migrants pêcheurs venus du delta humide (Macina) et d'autres localités du Mali alternent l'agriculture et la pêche. La migration de pêche extra-deltaïque des pêcheurs Bozo et Somono du Delta central du fleuve Niger est visible par le degré d'invasion des canaux d'irrigation par ceux-ci. Les hommes pêchent, les femmes s'occupent de la vente du poisson. Un jeune migrant venu de Kayes disait qu'en plus de la riziculture, il fait le commerce du riz et des intrants.

### **5.7- L'entrepreneuriat féminin, un secteur à fortes potentialités**

Malgré le poids de la tradition, le manque de formation, les préjugés des époux, l'étude montre que les femmes sont très présentes dans certains secteurs comme la restauration, la coiffure, la couture, la teinture, la saponification, la vannerie et le petit commerce. On dit de nos jours les jeunes hommes préfèrent marier une femme qui se « débrouille » qu'à une femme qui fait rien. Dans les villes intérieures ainsi qu'à Bamako, certaines de ces femmes sont les grandes pourvoyeuses d'emplois aux jeunes migrantes venues des villages. Il y a trois catégories de femmes qui se lancent dans le business privé : les jeunes filles, les femmes mariées et les femmes divorcées ; ces dernières n'ont pas d'autres alternatives car elles n'ont pas d'autres soutiens.

Les femmes sont particulièrement ciblées par les caisses de micro-finance et aussi par les institutions étatiques d'appui au monde rural.

Selon un agent de l'APEJ, les femmes sont plus crédibles que les hommes dans la gestion des fonds alloués pour les activités génératrices de revenus. Malgré le poids des traditions sociales qui handicapent nombre de femmes, elles ont beaucoup de potentialités. Elles sont reconnues comme pouvant être le moteur de la promotion de l'entrepreneuriat dans le milieu rural et urbain. Un observateur local dit ceci en parlant des capacités gestionnaires des femmes :

En matière de gestion, la femme gère mieux et est, par conséquent, plus crédible devant les institutions de la micro-finance. Il y a certes des pressions socioculturelles qui font que la femme ne puisse rien faire sans l'aval de son mari. Il faudrait, en ce temps, que la femme ait elle-même l'initiative de créer son entreprise. Les femmes doivent se considérer en elles-mêmes capables. Qu'elles ont une capacité réelle de création de biens et de services. C'est vrai qu'il y a toujours les pressions sociales, mais aujourd'hui les femmes sont capables de les contourner. Etant un agent d'appui aux entreprises, j'ai pu travailler avec des centaines de femmes qui se sont installées à leur propre compte. Les femmes ont été encadrées dans les domaines comme la couture, la teinture, la saponification, la vannerie afin qu'elles puissent produire.

Plusieurs interviewés ont reconnu que si les femmes sont décidées elles peuvent bien surmonter les barrières sociales et culturelles. Pour cela, il faudrait qu'elles optent pour les activités qui leur réussissent mieux qu'aux hommes.

Quant aux femmes, elles sont optimistes que les contraintes culturelles font s'affaiblir plus vite qu'elles ne l'étaient il y a deux décennies. Cet optimisme se justifie par la politique étatique relative à l'emploi qui favorise et incite les femmes à entreprendre.

Un agent de l'emploi jeune disait qu'il y a une politique de discrimination positive pour booster l'entrepreneuriat des femmes. Il dit à ce propos :

Nous ne faisons aucune différence entre les hommes et les femmes dans la formation et l'appui. Mais il faut reconnaître que, quand il y a litige entre 2 projets (celui de homme et celui de la femme), nous priorisons la femme. Il faut souligner aussi que dans le remboursement des dettes contractées, les femmes sont plus fiables. Sur nos 316 jeunes formés les hommes sont plus nombreux mais nous finançons 4/5 des femmes qui finissent leur formation chez nous. Le financement des projets des femmes est notre priorité bien que nous recevons peu de demande de leur part. Nous faisons l'appel à projet sur la télévision nationale et sur les radios communautaires et nous partons aussi sensibiliser les jeunes des écoles techniques qui sont en fin de formation et qui ont envie d'aller dans l'entrepreneuriat.

Les femmes pensent que certaines pratiques traditionnelles qui pèsent sur elles commencent à disparaître à cause de la crise économique et des contraintes de la vie moderne. De plus en plus les jeunes hommes cherchent à épouser les femmes qui se « débrouillent », c'est-à-dire celles qui mènent des activités économiques et qui gagnent un revenu plus ou moins fixe. Cela allège le poids de la charge familiale sur les hommes. Une de nos enquêtées disait à ce propos :

Quand je vois des femmes qui créent leurs propres business et qui vont à Doubaï, Lagos, je crois que la tendance change. Parmi celles qui voyagent, il ya des jeunes mariées et des femmes âgées. Il existe encore des hommes qui n'accepteraient pas que leurs femmes s'absentent du domicile conjugal pendant des semaines.

Si une femme réussit et qu'elle n'est pas mariée, des hommes courent après elle et lui font des propositions de mariage et ou de création de foyer.

En plus des femmes mariées il y a le dynamisme économique des jeunes filles dont on parle peu. Interrogées sur ce sujet, voici ce que disent deux jeunes filles : K.C et F.T :

De nos jours, il y a tellement de jeunes femmes entrepreneures. Des filles dynamiques qui créent leurs propres entreprises. Leur véritable handicap est qu'elles seront appelées un jour à être mère au foyer. L'arrivée des enfants et les travaux domestiques détruisent souvent leur ambition. Elles se demandent est ce qu'elles pourront concilier business et vie de famille et comment : voilà des questions qui hantent des jeunes filles qui se lancent dans l'entrepreneuriat bien avant leur mariage.

De nos enquêtes sur « femme et business », il ressort que la grande majorité des femmes commencent le business après leur mariage et même à un âge avancé (plus de 40 ans). En ce

temps elles auraient fini de faire des enfants et ceux-ci sont assez grands pour les aider et leurs maris sont moins jaloux de leurs mouvements.

Pour les jeunes filles non mariées, c'est beaucoup plus compliqué. C'est d'abord les parents mêmes qui ne permettent pas à leurs filles de quitter la famille pour raison de business. Elles sont plus vulnérables. Par exemple, celles qui font le commerce, intra urbain, interurbain ou international sont victimes du harcèlement sexuel et même des viols. Une femme retraitée qui a servi à la justice de Niono pendant plus de 30 ans affirme qu'il y a eu plusieurs jugements sur des cas de viols de petites vendeuses dont sa propre nièce venue du village pour vendre du jus de gingembre. Elle disait de façon mélancolique :

Elles sont nombreuses les jeunes filles qui ont subi ce genre d'atrocités sexuelles. C'est pour cette raison que les pères de famille n'aiment pas que leurs filles fassent du commerce avant d'être marier.

Même si une jeune fille obtient quelques succès dans le commerce, dès qu'elle se marie elle s'expose à la réticence du mari. Celui-ci développe une jalousie permanente jugeant que le commerce de sa femme n'est rien qu'un prétexte pour elle de voir d'autres hommes.

#### **5.8- La perception des jeunes sur les institutions chargées de promouvoir l'emploi jeune**

Les avis sont variés et contradictoires sur le rôle des institutions politiques chargées de promouvoir l'emploi des jeunes et les caisses rurales qui sont supposées le soutenir financièrement. Certains jeunes trouvent que les services publics d'appui à l'emploi des jeunes comme l'APEJ, l'ANPE font dans l'ensemble un bon travail.

Nous rapportons ici des exemples de perceptions positives et négatives sur les caisses rurales et les institutions étatiques.

Monsieur Koné, commerçant de céréales explique pourquoi, il trouve que ces institutions sont utiles pour les jeunes:

Je pense que les institutions publiques dédiées à l'emploi des jeunes exécutent une bonne politique dans ce sens. Par exemple, des institutions comme l'APEJ, l'ANPE font de la formation professionnelle et apportent un soutien matériel aux jeunes par l'offre des motos-taxi ou des charrettes. Ce soutien est encore limité. Il serait encore mieux si le Gouvernement peut l'étendre à la majorité des jeunes qui veulent se lancer dans l'entrepreneuriat.

Cependant, malgré cette perception positive, de nombreux jeunes et leurs parents trouvent que ces intuitions étatiques (APEJ, ANPE, DREFP) sont gangrenées par le népotisme et le clientélisme. Dans le processus de sélection, c'est généralement les parents proches et les amis des agents étatiques qui sont prioritaires. Une autre faiblesse de ces institutions est qu'à la fin des stages de qualification, de nombreux jeunes sont laissés à eux-mêmes. Il n'y a aucun suivi.

Les jeunes entrepreneurs ont aussi des idées divergentes sur les caisses rurales. Ceux qui ont des perceptions négatives se basent sur les contraintes. Ils insistent sur les conditionnalités des institutions de la micro-finance. Avec ces institutions, ils se sentent pris dans un piège sans fin comme le témoigne cette commerçante rencontrée au marché de Ségou :

Il ya trois ans j'ai pris une dette avec une Caisse d'Epargne et de Crédit de la place. Il était convenu que chaque mois je verse un montant fixe à la Caisse jusqu'à l'épuisement du crédit. Il est arrivé un moment où je ne pouvais pas verser le dit montant car mon entreprise ne fonctionnait pas très bien. Je n'avais pas de marché. La caisse a saisi tous mes biens de valeur. Dès lors je ne fais plus confiance aux institutions de la micro-finance.

Un autre commerçant rencontré à Konobougou est plus radical dans sa perception des Caisses Rurales :

Moi personnellement, je ne vois pas le but de l'existence des institutions de la micro-finance car la couche sociale la plus diminuée ne bénéficie pas de leurs aides. Leurs conditions sont très difficiles et imposent des garanties et des taux d'intérêts élevés. Si nous avons les moyens, nous n'allions pas demander leur aide. En dépit des garanties, le processus de soumission des dossiers est long et compliqué. Moi je n'ai jamais demandé de crédit et je ne le ferai pas car tous ceux qui l'ont fait ont mal fini.

## **6- Conclusion**

A l'issue de cette étude, nous constatons les difficultés sémantiques à définir les concepts tels que : jeune, chômeur, travail salarié/ non salarié, entrepreneur ou auto-emploi. Cependant, au-delà de ces difficultés conceptuelles, l'analyse des données recueillies fait ressortir que plusieurs variables telles que le niveau de formation, l'ambition personnelle, le milieu de vie, le sexe, l'origine sociale, l'environnement économique, le contexte politique et institutionnel ont un impact sur le choix des jeunes d'être entrepreneur ou salarié chez un privé ou dans l'Etat. L'étude des perceptions des jeunes urbains et ruraux ; diplômés et non diplômés sur les institutions étatiques de promotion de l'emploi jeune révèle que le simple fait de créer des programmes et des fonds financiers pour soutenir l'entrepreneuriat ne conduit pas automatiquement les jeunes à s'y engager. Il faudrait, par exemple, faire un travail de changement d'attitude des jeunes vis-à-vis de l'agriculture afin que cette activité soit attractive pour la couche des jeunes urbains en particulier. Dans ce secteur pullulent les Caisses de la micro-finance mais qui attire peu de jeunes diplômés. Les sites choisis : milieux ruraux et milieux urbains ont permis de comprendre la différence d'attitude des jeunes sur l'agriculture et le business.

Dans le milieu urbain, l'étude des raisons et motivations qui fondent le choix des jeunes pour un emploi permettent dégager par voie hiérarchique les activités suivantes:

- La fonction publique
- Le business

- L'agriculture
- La migration interne et internationale

Par contre, dans le milieu rural, les jeunes portent leur premier choix sur l'agriculture et vient ensuite la migration vers les villes ou à l'Office du Niger.

L'étude a exploré aussi les perspectives de recherche sur les problèmes de chômage de jeunes et la modernisation du secteur agricole.

## **7- Recommandations**

L'une des conclusions de cette étude est que l'Etat et les décideurs locaux doivent prendre en compte les intérêts des femmes et des jeunes entrepreneurs dans leur politique de relance de l'agriculture comme vecteur de la croissance économique au Mali. Pour se faire, l'Etat doit améliorer les conditions d'accès à la terre, à la formation technique et à l'allègement des conditionnalités d'accès aux crédits de la micro-finance. Ceux-ci proposent les solutions suivantes :

- Augmentation substantielle des parcelles aménagées à l'Office du Niger au profit des jeunes
- Formation continue en techniques agricoles pour les jeunes qui veulent s'installer
- Simplification des procédures d'obtention de crédits auprès des institutions de la micro-finance
- Perfectionnement continu des compétences des jeunes entrepreneurs
- Plus de transparence et d'équité dans les programmes étatiques de l'emploi jeune
- Allègement par les caisses de la micro-finance des conditionnalités au profit des jeunes.

En outre, le problème de l'emploi jeune peut être posé en terme plus global. Dans ce cas nous estimons que l'Etat doit penser à investir une partie des revenus de l'or dans l'appui des jeunes entrepreneurs, en particulier dans le secteur agricole en mettant l'accent sur le maraîchage des femmes. Dans la recherche future sur l'emploi jeune l'accent doit être mis sur les relations business et agriculture, surtout au niveau de l'agro-business en forte croissance à l'Office du Niger.

A la fin de cette étude plusieurs questions peuvent être formulées comme base de recherche plus approfondies :

- Comment changer l'attitude négative que les jeunes ont de l'agriculture?
- Comment encourager les jeunes à devenir plus entrepreneurs plutôt que d'attendre d'un emploi, et de préférence dans l'État?
- Comment la politique de libéralisation de l'économie (privatisation) et de la société (décentralisation) a affecté l'emploi des jeunes dans le milieu rural et urbain ?

- Comment le système de solidarité locale (les Tons) et les institutions de la micro-finance affectent l'entrepreneuriat jeune ?
- Quel est l'impact du retrait de l'Etat sur les petites exploitations familiales et l'agro-business à l'Office du Niger ?
- Comment les communautés décentralisées peuvent-elles monter des programmes de formation professionnelle adaptés à leurs ressources naturelles ?
- Comment les organisations et les coopératives paysannes peuvent-elles être impliquées dans la promotion de l'emploi jeune au niveau rural ?

## 8- Références

- Africa Commission (2009): Realising the potential of Africa's youth: report of the Africa Commission. Copenhagen: Ministry of Foreign Affairs of Denmark.
- Chigunta, F., J. Schnurr, D. James-Wilson and V. Torres (2005): Being "Real" about Youth Entrepreneurship in Eastern and Southern Africa. SEED Working Paper No 72. Geneva: International Labour Organization.
- Dougnon, I. (2011) "Child Trafficking or Labor Migration? An historical perspective from Dogon Country", *Humanity: An International Journal of Human Rights, humanitarianism, and Development*, Volume 2, Number 1, pp: 85-105
- Dougnon, I. (2012) "Redefining age and work in the structural adjustment decades: the case of young graduates in Mali" on the theme: Work and the Life Course in Comparative Perspective, at The XVIth World Economic History Congress, University of Stellenbosch, South Africa, July 9-14, 2012.
- GEM (2013): The Global Entrepreneurship Monitor <http://www.gemconsortium.org/>
- Gough, K.V., Langevang, T. and Owusu, G. (2013): Youth employment in a globalizing world, *International Development Planning Review* 35(2): 91-102.
- Naudé, W. (2008): Entrepreneurship in Economic Development. UNU-WIDER Research Paper No 20. Helsinki: United Nations University, World Institute for Development Economics Research.
- Olomi, D.R. (2009): 'Introduction to Entrepreneurship and Small Business', in D.R. Olomi (ed.) *African Entrepreneurship and Small Business Development: Context and Process*, pp. 1-9. Dar es Salaam: Otme Company Limited.
- UNDP (2004): Unleashing entrepreneurship: making business work for the poor. Report of the Commission on the Private Sector and Development. United Nations Development Programme (UNDP).
- YEMP (2013): Youth and employment: the role of entrepreneurship in African economies <http://geo.ku.dk/yemp/>
- World Bank (2013) 'Jobs'. World development Report 2013. Washington, World Bank.